

Cote du document: EB 2014/LOT/G.2
Date: 1^{er} août 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Centre latino-américain pour l'économie humaine (CLAEH)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Paolo Silveri

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2409
courriel: p.silveri@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Recommandation pour approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2

Annexe

Centre latino-américain pour l'économie humaine (CLAEH): Approfondissement et extension de la plateforme publique de concertation sur l'agriculture familiale, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et le développement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes	3
---	---

Appendice

Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)	
--	--

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional, telle qu'elle figure au paragraphe 9.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Centre latino-américain pour l'économie humaine (CLAEH)

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles au Centre latino-américain pour l'économie humaine (CLAEH) d'un montant de 1,9 million d'USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui au programme de recherche et de concertation du Centre latino-américain pour l'économie humaine (CLAEH).
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:

Centre latino-américain pour l'économie humaine (CLAEH): Approfondissement et extension de la plateforme publique de concertation sur l'agriculture familiale, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et le développement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes
3. Les objectifs et la teneur du programme considéré sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la politique du Fonds en matière de financement sous forme de don.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la Politique révisée du FIDA en matière de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou novatrices ainsi que des politiques et institutions propres à favoriser le développement agricole et rural en donnant aux populations pauvres (femmes et hommes) des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. Cette politique a pour ambition d'obtenir les résultats suivants: a) promotion d'activités innovantes et élaboration de technologies et d'approches novatrices au profit du groupe cible du FIDA; b) activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation, menées par ce groupe cible ou en son nom, sur des questions importantes pour les ruraux pauvres; c) renforcement de la capacité des institutions partenaires à fournir toute une gamme de services d'appui aux ruraux pauvres; et d) promotion, auprès des parties prenantes, tant au sein de chaque région que d'une région à l'autre, de l'assimilation des enseignements, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information sur les questions liées à la réduction de la pauvreté rurale.
6. Le programme proposé est conforme à l'objectif et aux résultats escomptés de la Politique révisée du FIDA en matière de dons. Il vise à soutenir des politiques et des processus de planification, aux niveaux local et national, permettant la

participation efficace des populations rurales pauvres et renforçant par la même occasion les organisations et les institutions de ces populations.

7. Il est également cohérent avec la stratégie du FIDA qui tend à utiliser les dons comme levier pour promouvoir des activités innovantes de nature à améliorer les opportunités offertes à ses groupes cibles par les projets d'investissement qu'il soutient.
8. Dans le cadre de l'intervention stratégique du FIDA en appui à l'agriculture familiale, le programme contribue à diversifier le soutien que le Fonds apporte aux pays à revenu intermédiaire d'Amérique latine et des Caraïbes en vue d'accroître l'investissement public et privé en faveur de l'agriculture familiale.

Deuxième partie – Recommandation

9. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme d'approfondissement et d'extension de la plateforme publique de concertation sur l'agriculture familiale, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et le développement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes, accordera un don ne dépassant pas un million neuf cent mille dollars des États-Unis (1 900 000 USD) au Centre latino-américain pour l'économie humaine (CLAEH) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Centre latino-américain pour l'économie humaine (CLAEH): Approfondissement et extension de la plateforme publique de concertation sur l'agriculture familiale, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et le développement rural en Amérique latine et dans les Caraïbes

I. Contexte

1. Depuis l'an 2000, le FIDA a soutenu la création, la mise en œuvre et le renforcement du programme régional FIDAMERCOSUR¹ au sein du Marché commun du Sud (MERCOSUR) élargi, afin de créer un espace de concertation sur des politiques publiques diversifiées en faveur de l'agriculture familiale. Cela a conduit à l'établissement d'une unité de coordination régionale, installée à Montevideo (Uruguay), au sein du programme FIDAMERCOSUR, que le programme ici proposé élargirait en réponse aux vœux du MERCOSUR élargi et de ses membres associés (Argentine, État plurinational de Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay, Uruguay et République bolivarienne du Venezuela) ainsi que d'autres pays intéressés de la région (Colombie, Équateur, Pérou et République dominicaine).
2. Le programme FIDAMERCOSUR a comporté trois phases: Phase I – (2000-2004): phase pré-REAF. Durant cette phase, le programme a encouragé la participation des organisations représentant les agriculteurs familiaux et les bénéficiaires des projets exécutés par le FIDA dans la région, ainsi que la concertation entre ces organisations et les pouvoirs publics, en créant un espace de concertation spécialisée et institutionnalisée au sein des pays du MERCOSUR afin d'identifier et d'élaborer d'un commun accord des politiques publiques en faveur d'une agriculture familiale différenciée.
3. Phase II – (2004-2012): Phase REAF. Après la création de la Commission de l'agriculture familiale (REAF) du MERCOSUR, le programme régional s'est réorienté vers l'appui à un processus de consolidation et de mise en œuvre de la REAF, agissant comme "facilitateur" d'une concertation équilibrée et symétrique entre les divers acteurs (gouvernements et organisations de l'agriculture familiale).
4. Phase III – (2012 à ce jour): Phase post-REAF. En 2012, la REAF est passée entièrement sous la direction des gouvernements des États membres du MERCOSUR, tandis qu'un fonds du MERCOSUR pour l'agriculture familiale (FAF) était créé et doté de son propre secrétariat technique décentralisé, sous l'égide du Comité des coordonnateurs nationaux. Le FAF est financé intégralement par les gouvernements des pays du MERCOSUR.
5. Dans sa structure actuelle, le FAF finance à présent les opérations ordinaires de la REAF. En revanche, il n'accorde pas de ressources aux activités découlant de l'extension territoriale du MERCOSUR (et au-delà) ou pour répondre à la demande croissante de coopération Sud-Sud ou de partage des savoirs.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

6. Par la création du FAF, les gouvernements des pays du MERCOSUR ont assuré la pérennité de la REAF en tant que mécanisme et espace de promotion de la concertation dans le cadre de ses activités opérationnelles de base. Le secrétariat technique est chargé d'appuyer les coordonnateurs nationaux dans le renforcement de leurs sections nationales, et dans la fourniture des ressources financières

¹ Programme de soutien aux politiques et aux institutions en vue de réduire la pauvreté rurale dans la zone du MERCOSUR.

nécessaires pour assurer la participation des organisations communautaires (OC) aux réunions des groupes régionaux et thématiques.

7. Le programme CLAEH/FIDAMERCOSUR œuvre conjointement avec la REAF pour faire face aux nouveaux défis, à savoir: a) l'élargissement à de nouveaux membres à part entière du MERCOSUR, comme la République bolivarienne du Venezuela; b) l'élargissement à de nouveaux membres associés du MERCOSUR, comme l'État plurinational de Bolivie, le Chili et l'Équateur, qui n'ont pas accès au FAF, et à d'autres pays intéressés par l'expérience de la REAF, tels que la Colombie, le Pérou et la République dominicaine; et c) l'examen approfondi des questions à l'ordre du jour exigeant des idées, approches et outils d'analyse nouveaux, comme le souhaitent les gouvernements et les OC de la REAF.
8. Le CLAEH a été sollicité une première fois en 2011, lors de la conception de la phase en cours², principalement pour traiter les deux questions suivantes: a) la nécessité d'intégrer le programme dans une institution régionale appropriée, par souci de continuité; et b) la perspective d'exploiter la mine de connaissances et d'expertise sur les politiques relatives à l'agriculture familiale, développées dans le cadre du MERCOSUR et de les diffuser à l'extérieur de la sous-région, voire de la région Amérique latine et Caraïbes (LAC).
9. Le programme proposé est ainsi axé sur les activités que le FAF n'a pas mandat d'entreprendre, mais pour lesquelles il existe une demande évidente de la part des pays membres de la région et qui relèvent clairement du mandat, de la stratégie et des projets de développement du FIDA.
10. Le programme a pour ambition de relever ces nouveaux défis conformément au Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, afin d'appuyer les politiques et les processus de planification aux niveaux local et national, en renforçant les organisations et les institutions des populations rurales pauvres. Il est aussi en accord avec la stratégie du FIDA préconisant l'utilisation des dons comme levier pour promouvoir les activités innovantes afin d'améliorer la concertation et d'établir un environnement institutionnel et réglementaire renforcé en faveur des petits agriculteurs et des activités rurales extra-agricoles.
11. Dans la région LAC, où prédominent les pays à revenu intermédiaire, la demande de services du FIDA ne se limite plus à la finance. Dans ces pays, la concertation est un facteur essentiel pour: a) reproduire à plus grande échelle les expériences et les modèles de développement mis au point au cours du temps dans le cadre des projets soutenus par le FIDA; b) renforcer la durabilité des initiatives de développement appuyées par les projets en alignant les investissements des projets sur les politiques nationales de réduction de la pauvreté et de développement rural; c) accroître considérablement le niveau des cofinancements par le biais de contributions nationales aux projets lancés par le FIDA; et d) promouvoir les partenariats public/privé/populations, habituellement par la mise en place de filières inclusives dans lesquelles les agriculteurs familiaux puissent bénéficier d'avantages comparatifs.
12. Après 12 à 18 mois d'exécution du programme, LAC élaborera un itinéraire de développement et un scénario à moyen terme pour la participation du FIDA à la concertation par le biais de FIDAMERCOSUR, concernant la pertinence institutionnelle des savoirs produits dans le cadre du programme, ainsi que la durabilité et la participation financières.

² Dialogue sur les politiques à mener dans le domaine de l'agriculture familiale et de la sécurité alimentaire dans le cône Sud de l'Amérique latine (don FIDA 1326-CLAEH).

III. Le programme proposé

13. Le programme a pour but de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale par la conception de politiques publiques en faveur de l'agriculture familiale, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du développement des territoires ruraux.
14. **Objectifs du programme:**
 - i) Approfondir et élargir les orientations afin d'élaborer des politiques différenciées en faveur de l'agriculture familiale, en identifiant de nouvelles propositions, en apportant un soutien logistique et financier aux OC et aux sections nationales de la REAF dans les pays nouvellement associés, et en déterminant les besoins, la demande et les propositions susceptibles de conduire à l'élaboration de ces politiques.
 - ii) Contribuer à aligner les politiques publiques et les investissements publics (et privés) en faveur de l'agriculture familiale, y compris les projets soutenus par le FIDA, en renforçant l'environnement institutionnel lorsque des liens explicites entre les politiques publiques en faveur de l'agriculture familiale et les projets d'investissement sur le terrain peuvent être établis de façon durable.
 - iii) Appliquer systématiquement les enseignements tirés du processus de concertation et ses résultats, en les diffusant parmi les OC, les organismes gouvernementaux, les institutions publiques et privées et les professionnels s'occupant de développement rural.
15. Les bénéficiaires directs de ces politiques et programmes sont les agriculteurs familiaux, notamment ceux qui bénéficient des projets du FIDA et qui auront ainsi accès à de meilleurs instruments de politique publique. Les agriculteurs familiaux déjà inscrits dans les registres nationaux de l'agriculture familiale existants en Argentine, au Brésil, au Chili, au Paraguay et en Uruguay, et/ou bénéficiant d'investissements publics axés sur l'agriculture familiale, constituent un sous-ensemble de ce groupe cible. Il y a dans ces cinq pays quelque 5,2 millions d'exploitations familiales³. Un millier de fonctionnaires du gouvernement, qui travaillent sur les politiques en faveur de l'agriculture familiale et participent aux réunions régionales des sections nationales, collaboreront directement avec le programme, en liaison avec les institutions et les politiques publiques, durant son exécution.
16. Le programme prévoit d'intervenir dans 10 pays: cinq membres à part entière du MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay, République bolivarienne du Venezuela et Uruguay), trois membres associés (État plurinational de Bolivie, Chili et Équateur) et deux autres pays (Colombie et République dominicaine). Le Pérou pourrait aussi en faire partie, compte tenu de l'intérêt récemment exprimé par le gouvernement de ce pays.
17. Le programme, d'une durée de trois ans, comprendra trois composantes.
18. **Concertation régionale sur les politiques publiques en faveur de l'agriculture familiale.** L'objectif est d'étendre la portée et d'améliorer la qualité du débat public sur l'agriculture familiale, en répondant aux besoins nés de l'extension du MERCOSUR et de la REAF à de nouveaux pays membres, et en insérant l'agriculture familiale et FIDAMERCOSUR dans le programme d'intégration régionale de LAC, comme dans le cas de la CELAC⁴.

³ FIDA, "Differential Policies for Family Farming in MERCOSUR: Contribution of Political Dialogue in the Design of Public Policies and Institutionalization", élaboré par A. Ramos, S. Márquez (Rome, 2010), page 7, tableau 2.

L'extension de ce programme à six pays supplémentaires doublerait approximativement la taille du groupe cible actuel.

⁴ Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

19. **Les programmes et projets comme instruments de politique publique.** L'objectif est de contribuer à renforcer les résultats de l'application des politiques existantes et à dégager le maximum de synergies entre ces politiques et les programmes et projets du FIDA dans tous les pays ciblés.
20. **Gestion des savoirs.** L'objectif est de mettre à profit les enseignements tirés du programme FIDAMERCOSUR, au cours de ses phases tant antérieures qu'actuelles, et de l'expérience acquise jusqu'ici par les délégations nationales de la REAF et par les projets et programmes du FIDA dans les pays concernés. L'idée est de systématiser ces expériences au moyen de nouveaux instruments de gestion de l'information et des savoirs, et de les diffuser au-delà des limites primitives du MERCOSUR.

IV. Résultats et avantages escomptés

21. Le principal avantage attendu du programme est sa contribution à l'augmentation générale des revenus et des biens de production du groupe cible, en particulier pour les agriculteurs familiaux bénéficiant des projets financés par le FIDA. Comme effet accessoire direct, il réduira la malnutrition au sein des familles bénéficiaires.
22. Parmi ses résultats plus spécifiques, citons: a) 30% des investissements publics dans l'agriculture ciblés sur l'agriculture familiale dans les pays membres du MERCOSUR; b) 2,5 millions d'agriculteurs familiaux participant aux programmes d'achats publics; c) 12 politiques publiques adoptées et cadres réglementaires établis dans la zone du MERCOSUR; d) six politiques ou méthodologies de développement adoptées et/ou adaptées dans d'autres pays de la zone LAC (hors MERCOSUR); e) neuf instruments innovants de politique publique différenciée en faveur de l'agriculture familiale adoptés dans les pays adhérents; f) trois outils de développement issus des projets financés par le FIDA identifiés pour être reproduits à plus grande échelle comme instruments de politique publique; g) trois expériences de coopération Sud-Sud conduites sur la base des méthodes mises au point par le programme; h) six études sur la propagation des outils et instruments élaborés dans le cadre des opérations financées par le FIDA, et diffusées par des ateliers/réunions et des publications, ainsi que sur le site web du programme; i) trois conférences organisées avec la participation de personnalités qualifiées, en vue de diffuser des informations sur le programme, ses outils et ses résultats; j) six produits audiovisuels réalisés sur des expériences particulièrement intéressantes, issues de l'application des politiques; et k) programmes postuniversitaires et formations élaborés pour préparer les jeunes cadres et les leaders ruraux aux politiques différenciées en faveur de l'agriculture familiale.

V. Modalités d'exécution

23. Les activités du programme seront exécutées par une unité de coordination régionale établie au sein du CLAEH, ONG fondée en Uruguay en 1957. Le CLAEH traite depuis longtemps les problèmes économiques et sociaux dans la région et il a acquis une expérience notoire dans la mise en œuvre de programmes de recherche axés sur la gestion des savoirs, la formation et la promotion du développement local.
24. Mettant à profit les modalités d'exécution du programme actuel (don FIDA 1326 CLAEH) qui ont fait leurs preuves, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) administrera les ressources provenant du don du FIDA. Le FIDA et le CLAEH signeront avec l'UNOPS des accords distincts, définissant les modalités de gestion opérationnelle et financière ainsi que les dispositions concernant la comptabilité, les audits, les décaissements et les achats.
25. Le programme sera doté d'un comité de pilotage comprenant: i) le coordonnateur régional; ii) le directeur général du CLAEH; et iii) le chargé de programme de pays du FIDA responsable du programme, en qualité d'observateur. Ce comité se réunira

au moins une fois par an pour approuver les plans de travail et budgets annuels et il évaluera les résultats du programme à son achèvement.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

26. Le programme sera financé par des ressources du FIDA, complétées par des contributions en nature du CLAEH.

Tableau 1

Coût du programme par composante et par source de financement (en milliers d'USD)

<i>Composantes</i>	<i>FIDA</i>		<i>CLAEH</i>		<i>TOTAL</i>	
1. Concertation régionale sur les politiques publiques en faveur de l'agriculture familiale	576	30%	320	40%	896	33%
2. Programmes et projets comme instruments de politique publique	325	17%	240	30%	565	21%
3. Gestion des savoirs	477	25%	180	23%	657	24%
Gestion*	522	27%	60	8%	582	22%
Total	1 900	100%	800	100%	2 700	100%

* Ce poste comprend environ 7% de frais de gestion facturés par l'UNOPS au titre de l'administration des ressources du don.

Tableau 2

Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement (en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>		<i>CLAEH</i>		<i>TOTAL</i>	
1. Consultants	840	44%	260	33%	1 100	41%
2. Frais de voyage et indemnités	333	18%	300	38%	633	23%
3. Salaires et indemnités	297	16%	75	9%	372	14%
4. Dépenses de fonctionnement	122	6%	30	4%	152	6%
5. Biens et services	140	7%	135	17%	275	10%
6. Équipement	35	2%	0	0%	35	1%
7. Dépenses d'administration/frais généraux*	133	7%	0	0%	133	5%
Total	1 900	100%	800	100%	2 700	100%

* Ce poste comprend environ 7% de frais de gestion facturés par l'UNOPS au titre de l'administration des ressources du don.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Apoyo al combate de las causas estructurales de la pobreza rural, por medio del diseño de políticas públicas para la Agricultura Familiar (AF), la Seguridad Alimentaria y Nutricional (SAN) y el Desarrollo Territorial Rural (DRT).	Aumentan los ingresos de las familias rurales involucradas en el programa país del FIDA en los países participantes. Los AF incrementan su capital y se reduce la malnutrición de las familias alcanzadas por los instrumentos de política pública diferenciada aplicados en los países participantes	Encuestas Nacionales de Hogares u otras encuestas que midan los estándares de vida de las familias. Encuestas RIMS, donde existan proyectos FIDA en ejecución	
Objectives	<p>1. Profundizar y ampliar la agenda en materia de políticas diferenciadas para la AF, identificando propuestas de una "nueva generación" de políticas públicas para la AF, la SAN y el DRT</p> <p>2. Contribuir a alinear los Proyectos FIDA como herramientas de la política destinadas a promover el aumento de los ingresos, la mejora de la calidad de vida y un modelo de desarrollo rural que incluya e incorpore a dicha población en los mercados.</p> <p>3. Sistematizar y difundir las lecciones aprendidas del proceso de DP y sus resultados, entre las OSP de la AF de LAC, los funcionarios de los Gobiernos y las instituciones públicas y privadas involucradas en procesos de desarrollo rural.</p>	<p>30% de las inversiones públicas en agricultura en el MERCOSUR apoyan la agricultura familiar</p> <p>2,5 millones de agricultores familiares participan en programas de compras públicas (30% de incremento respecto a los niveles de 2012)</p> <p>12 políticas públicas adoptadas y reglamentos operativos completados en la región del MERCOSUR</p> <p>6 políticas o Proyectos adoptados y/o adaptados en otros países (extra-MERCOSUR)</p>	<p>Registros oficiales de leyes aprobadas</p> <p>Presupuestos nacionales</p> <p>Resoluciones del GMC aprobadas</p> <p>Registros Nacionales de los Agricultores Familiares</p> <p>Censos Agrícolas Nacionales</p> <p>Informes de supervisión y de evaluación del Programa</p>	<p>No hay cambios significativos en las políticas en los países del MERCOSUR hacia la AF. Marco político-institucional favorable en los países extra-MERCOSUR que participan en el Programa</p> <p>Políticas macroeconómicas estables en todos los países involucrados La experiencia de diálogo político de la región es valorada por autoridades de gobierno extra-bloque donde el FIDA tiene operaciones, y los CPMs apoyan al Programa en el relacionamiento y desarrollo de las actividades de cooperación</p>
Outputs	(i) Instituciones públicas fortalecidas operando como plataformas de DP, nacionales y regionales, con voz para los AF y los	Recomendaciones y decisiones de la CELAC referidas a políticas diferenciadas para la AF, la SAN y el DTR, propuestas desde los ámbitos	Informes de avance del Programa	Los países participantes siguen priorizando el apoyo a la AF y relativa asignación de recursos adecuados para el

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
	<p>grupos rurales más vulnerables. (ii) Proyectos y programas de inversión en DR alineados a las políticas públicas hacia la AF. (iii) Propuestas de política pública e instrumentos de intervención diseñadas desde el DP y asumidas por países e instituciones regionales (iv) Consolidación en la CELAC de una agenda social y productiva que genere decisiones en torno a la AF, SAN y DTR. (v) Metodología de cooperación Sur-Sur diseñada, sistematizada y probada en mínimo 3 países fuera del Cono Sur de ALC. (vi) Espacios institucionales, instancias o plataformas de DP en la Región, enriquecidas por la participación y el esfuerzo cooperativo de los diferentes actores del desarrollo.</p>	<p>de DP apoyados por el programa en países participantes</p> <p>9 instrumentos novedosos de política diferenciados para la AF aplicados en países apoyados por el programa</p> <p>3 herramientas de proyectos FIDA identificadas con potencial de ser escaladas como instrumentos de política pública</p> <p>3 experiencias de cooperación sur/sur cumplidas de acuerdo a la metodología desarrollada por el programa</p> <p>2 <i>curricula</i> de capacitación (para técnicos y dirigentes rurales) formuladas y ofrecidas por instituciones competentes a los beneficiarios del programa</p>	<p>Informes de supervisión y de evaluación del Programa</p> <p>Contratos de servicios e informes de misión</p> <p>Eventos de aprendizaje y conocimiento (<i>learning events</i>) y auto-evaluación por los participantes (cuestionarios e informes)</p> <p>Audiovisuales sobre experiencias exitosas de intervención</p> <p>Contenidos de la Página web del Programa</p>	<p>desarrollo socio-económico del sector</p>
Key Activities	<p>Asistencia Técnica; Documentos de análisis; Respaldo metodológico para el DP en nuevos países de la REAF y en otros países de LAC; Intercambios entre delegaciones de países de LAC; Apoyo a la vinculación entre Proyectos y Políticas Públicas; Página Web y Redes Sociales; Nuevo Imaginario Rural; Publicaciones; Formación de agentes que trabajan en desarrollo rural, AF y cooperativismo.</p>	<p>Estudios, talleres, Seminarios, Misiones de intercambio, documentos analíticos, políticas adoptadas e implementadas.</p>	<p>Registros legislativos, publicaciones gubernamentales</p> <p>Registros, publicaciones e informes de avance de la REAF y en los países asociados</p> <p>Informes de avance anuales del Programa</p>	<p>Persistencia de fondos de contrapartida y de los aportes nacionales</p>